**Délibération du CHSCT et date**

**1°) Motivations de l’expertise**

Conformément à l’ordre du jour de la réunion du CHSCT du ..…… (date), le CHSCT de la collectivité ……..(nom) est consulté sur un projet important modifiant les conditions de travail au sens de l’article n°45 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 (Indiquez le nom du projet)………..

*Il s’agit de*

*- préciser les directions/services, les agents, les sites, les métiers concernés et leur nombre puis décrire succinctement la nature du projet ;*

*- Préciser les motivations avancées par l’autorité territoriale.*

*- Indiquer alors les inquiétudes, doutes du CHSCT et/ou le manque d’informations sur les conséquences/les impacts du projet en termes de conditions de travail et/ou d’éventuelle aggravation des risques professionnels.*

**Conformément à l’art. n°42 du décret n°85-603 du 10 juin 1985, le CHSCT de [nom de la collectivité] décide donc de recourir à un expert afin de l’aider à appréhender et à évaluer le projet…… (nom) pour lequel il est consulté.**

*Périmètre de l’expertise : Directions/Services et agents concernés :*

Les agents concernés par l’expertise appartiennent aux directions/services suivants………

Indiquer le nombre d’agents concernés et éventuellement les métiers ou fonctions particulièrement ciblés.

**2°) Le choix de l’expert :**

Pour cette mission, le CHSCT désigne le cabinet DS&O, agréé par le Ministère du Travail,

**Développement Social et Organisation**

**28 bd Kellermann**

**75013 Paris**

**3°) Le « cahier des charges » de la mission d’expertise :**

*A compléter et à préciser*

La mission confiée à l’expert aura plusieurs objectifs :

* Analyser les conditions de travail des directions/services et métiers concernés par le projet.
* Analyser le projet présenté et en évaluer les effets en termes de conditions de travail et de risques professionnels.
* Aider le CHSCT à avancer, dans le cadre du projet, des propositions de prévention des risques professionnels et d’amélioration des conditions de travail.

**4°) La désignation d’un membre pour faire appliquer la décision :**

Nous donnons mandat à M/Mme………………, Secrétaire (ou membre) du CHSCT pour prendre toutes les dispositions nécessaires à l’exécution de cette décision, notamment de prendre contact avec l’expert désigné et éventuellement d’engager, pour défendre les intérêts du CHSCT, toutes les procédures administratives ou judiciaires requises.

Résultats du vote :

**POUR :**

**CONTRE :**

**ABSTENTIONS :**